

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2013)
Heft: 2020

Artikel: L'immigration de Schwarzenbach à Blocher : qui sont les Européens qui viennent en Suisse et qui sont les Suisses qui rejettent les étrangers?
Autor: Tille, Albert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014226>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 28.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

de cette initiative n'obligerait pas le Conseil fédéral à dénoncer l'accord sur la libre circulation des personnes et pourrait permettre d'adapter nos lois de manière à ménager la chèvre et le chou.

Faire le beurre de l'UDC

Mais que se passerait-il au plan politique? L'évolution de la situation économique au cours des prochaines années aura son importance. En cas de dégradation de la conjoncture, l'immigration pourrait

diminuer et cesser d'être massive, selon la terminologie de l'UDC, de sorte que le thème deviendrait moins chaud.

En revanche, si le développement de l'économie se poursuivait et que les entreprises continuaient d'engager «massivement» des personnes de l'UE, on peut mettre sa main au feu que l'UDC se ferait un plaisir de vilipender une «*classe politique*» qui bafoue la volonté populaire. Et elle ne

manquerait pas de repartir avec une nouvelle initiative afin que ladite volonté populaire soit respectée – procédé qu'elle expérimente avec sa [deuxième initiative](#) dite de «*mise en œuvre*» pour le renvoi «*effectif*» des étrangers criminels.

Cette dernière hypothèse ferait la joie et le beurre de l'UDC qui pourrait continuer de taper à qui mieux mieux sur la classe politique et sur l'Union européenne. Quel beau programme!

L'immigration de Schwarzenbach à Blocher

Qui sont les Européens qui viennent en Suisse et qui sont les Suisses qui rejettent les étrangers?

Albert Tille - 22 décembre 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24992>

La participation au vote du 9 février sur «*l'immigration de masse*» sera sans doute massive. La campagne sera vive. Le verdict est incertain.

Pour donner son éclairage dans le débat, le Secrétariat d'Etat à l'économie ouvre les colonnes de [La Vie économique](#) à deux groupes de chercheurs. La *Volkswirtschaftliche Beratung* de Bâle décortique les raisons qui poussent un nombre grandissant d'Européens à venir en Suisse et les entreprises à les engager. L'Université de Neuchâtel analyse l'attitude des Suisses face à l'immigration.

Des PME aux multinationales, les entreprises de toutes tailles

se répartissent de manière à peu près équitable le nombre des travailleurs étrangers au bénéfice de la libre circulation des personnes. Mais l'embauche se concentre essentiellement dans le secteur des services et de la construction. Selon l'enquête des chercheurs bâlois, près de 80% des employeurs engagent des étrangers parce qu'ils ne trouvent pas de main-d'œuvre en Suisse ou qu'ils n'ont pas assez de choix. Pour 20% d'entre eux, le niveau du salaire est déterminant.

Plus de la moitié des travailleurs migrants sont de formation supérieure. 13% n'ont pas de qualification. C'est d'ailleurs, logiquement, dans

ces deux catégories de salariés que la Suisse manque de main-d'œuvre. La pénurie n'existe pratiquement pas en revanche pour les formations intermédiaires en raison du système d'apprentissage dual helvétique qui est un succès.

Les raisons qui poussent les étrangers à venir en Suisse sont diverses. Dans une enquête préparée par l'Université de Bâle, 43% des sondés mentionnent une meilleure perspective professionnelle, 30% un meilleur salaire. Mais des motivations non économiques jouent également leur rôle dans la décision de migrer: intérêt pour la nouveauté, attrait du paysage et des possibilités de

loisirs, intérêt pour la culture suisse, affinités linguistiques, rapprochement avec des membres de la famille déjà établis en Suisse.

Depuis les années 60, l'immigration reste une pomme de discorde récurrente entre le monde économique à la recherche de main-d'œuvre et une frange variable de la population hostile à la présence étrangère. Dans leur étude, les chercheurs de Neuchâtel distinguent deux origines du rejet de l'étranger: la crainte de la concurrence sur le marché du travail et le refus de

cohabiter avec ceux qui ne partagent pas la même culture ni les mêmes habitudes. Selon l'étude neuchâteloise, une bonne formation favorise l'intérêt pour la diversité et donc une attitude spontanément favorable à l'égard des étrangers.

Dans les années 60, l'immigration était essentiellement celle d'une main-d'œuvre peu qualifiée. La population suisse la moins bien formée, donc *a priori* plus réservée à l'égard des étrangers, se sentait aussi

économiquement menacée et avait une double raison de s'opposer à l'immigration. Aujourd'hui, la situation n'est plus la même. La crainte de la concurrence sur le marché du travail gagne les personnes au bénéfice d'une formation élevée et peut les faire passer dans le camp du rejet de l'étranger.

Les initiatives Schwarzenbach n'ont jamais passé. Le scrutin du 9 février nous dira si la nouvelle situation économique donnera le coup de pouce nécessaire au succès de l'initiative «blochérienne».

Les écarts de l'Université de Zurich

Comment l'UDC et UBS ébranlent une puissante institution et lui font courir des risques de mauvais augure

Yvette Jaggi - 18 décembre 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24972>

Dans sa 180e année, la plus grande Université cantonale de Suisse, la [mieux classée](#) aussi dans les principaux *rankings* internationaux, se débat sans gloire sur deux champs de batailles inachevées.

A commencer par l'Institut de l'histoire de la médecine dont la restructuration se poursuit difficilement en raison d'une succession d'événements. Ils se résument comme suit: mise à l'écart, puis licenciement en 2012 du conservateur-enseignant et fermeture du musée rattaché à cet Institut dont le directeur et les cadres s'effacent les uns après les autres; en octobre dernier,

licenciement par le rectorat de la professeure ayant renseigné la presse sur nombre de manquements; publication d'une déclaration de soutien signée en une semaine par plusieurs centaines de ses collègues à travers le monde; enfin, conclusion provisoire, réintégration partielle conseillée par un avis de droit déposé peu après.

Le tout ne serait qu'une pénible bisbille académique si le responsable du musée n'était pas le fougueux conseiller national UDC Christoph Mörgeli et si la marche arrière opérée dans le cas de la professeure Iris Ritzmann

n'avait entraîné la [démission](#) du recteur le 6 novembre dernier. Ce soudain départ ne résout rien mais offre une victoire d'étape, moins à l'exp-professeur et conseiller national Mörgeli qu'à son [parti](#), toujours prompt à critiquer «les élites» et sans doute ravi d'avoir contribué à jeter un certain discrédit sur l'Université.

Le don intéressé d'UBS

Autre affaire dont les échos ont traversé la Sarine et dont les retombées marqueront durablement la gestion des hautes écoles: le contrat de *sponsoring* passé le 22 mai